

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =
Rivista storica svizzera

Band: 47 (1997)

Heft: 2

Buchbesprechung: Pro Duo et Patria. Castermann: Librairie, imprimerie, édition (1776-
1919) [Serge Bouffange]

Autor: Vallotton, François

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

que la société dispose d'un local où les ranger et se rencontrer, l'esprit et le public concerné restent en général les mêmes un peu partout en Europe.

Le cabinet littéraire fonctionne sur un tout autre mode. Il s'agit d'un commerce, souvent associé à une librairie, qui propose le prêt de livres à la carte, selon un système d'abonnement ou un tarif combinant quantité de volumes et durée de prêt, un peu à la manière de nos vidéothèques modernes. Les lecteurs n'ont que peu d'influence sur le choix des livres. La loi de l'offre et de la demande étant ici la règle, la littérature de consommation prime évidemment sur les ouvrages d'étude. Le public des cabinets littéraires est donc, par la force des choses, sensiblement différent de celui des sociétés de lecture. Si certains notables les fréquentent, leur clientèle est principalement composée de gens plus modestes, et les femmes y sont relativement nombreuses. Marc Neuenchwander montre toutefois combien les sources permettant d'approcher le public des cabinets littéraires sont rares et difficiles à exploiter. La seule trace laissée par ces institutions consiste le plus souvent dans le catalogue de leur fonds. L'analyse de tels catalogues, au centre de plusieurs communications, permet-elle de préciser les contours de la clientèle d'un cabinet («dis-moi ce que tu lis et je te dirai qui tu es...»)? Rien n'est moins sûr. Hormis les nouveautés, que les clients s'arrachent et qui font l'objet de conditions de location particulières, le mouvement effectif des prêts – et partant le profil des clients – reste nébuleux.

Une comparaison attentive des fonds des sociétés et des cabinets littéraires permet de mieux cerner les objectifs assez différents de ces deux types d'institutions, mais n'apporte que peu d'éléments inattendus. Qui s'étonnera de constater que l'on dénombre plus de romans et de récits de voyage dans les cabinets que dans les sociétés littéraires, ou encore que le catalogue de la Société de lecture, s'il comprend bien moins d'ouvrages de théologie que celui de la Bibliothèque publique de Genève, est beaucoup plus riche en romans anglais?

Si plusieurs articles consacrés à des exemples étrangers permettent d'illustrer l'universalité du phénomène, le principal attrait de ce recueil m'a paru résider dans l'étude du cas genevois, auquel la plupart des communications sont dévolues. C'est tout le petit monde des usagers et des professionnels du livre, avec ses hiérarchies et ses structures complexes, qui revit sous nos yeux, de la mercière-cabinetière (les femmes semblent avouer un penchant certain pour la location des livres...) au patricien genevois amateur de sciences ou de bonne littérature. Un tableau auquel manque encore le petit peuple des manœuvres et des ouvriers... Son tour viendra au milieu du XIX^e siècle, avec la création, en Suisse comme ailleurs, des bibliothèques populaires, financées, en partie au moins, par l'Etat, l'Eglise ou plus tard les organisations ouvrières. Mais c'est une autre histoire!

Silvio Corsini, Lausanne

Serge Bouffange: **Pro Deo et Patria. Casterman: Librairie, imprimerie, édition (1776–1919)**. Genève, Droz, 1996, 350 p. (Histoire et civilisation du livre, VI).

Pour tout lecteur de 7 à 77 ans, le nom de Casterman évoque la figure qui l'a rendu célèbre et qui n'a pas peu contribué à faire aujourd'hui de cette entreprise le premier groupe belge d'impression et le plus grand éditeur francophone hors de France. La monographie que lui consacre Serge Bouffange s'interrompt pourtant avant l'arrivée de Tintin (1934) pour privilégier la période qui marque le passage de l'économie d'Ancien régime à la première puis à la deuxième industrialisation. L'exploitation des archives de l'entreprise – qui comprennent aussi bien les papiers administratifs et commerciaux que la quasi totalité des livres imprimés depuis sa fondation – permet de do-

cumenter cette histoire sur cinq générations. Au-delà de la seule «aventure industrielle», celle-ci veut surtout mettre l'histoire éditoriale au service d'une histoire globale, qui doit se relier non seulement à l'essor politique et économique de la Belgique au XIX^e siècle mais à une série de transformations essentielles qui ont marqué, au cours de cette période, l'ensemble des pays occidentaux: le rétrécissement de l'espace avec l'essor de nouveaux moyens de transport, la constitution de marchés nationaux unifiés, l'importance croissante des investissements en capitaux, enfin la construction des nationalismes sur fond de tensions internes, aussi bien politiques, culturelles que religieuses.

L'installation d'une librairie par Donat Casterman dans la ville de Tournai, alors sous domination autrichienne, marque les débuts de cette histoire qu'il faut situer aux environs de 1776. Grâce sans doute à la disposition d'un petit capital initial, le fondateur joint dès 1803 une imprimerie à son commerce et se spécialise dans l'impression de livres de théologie et de travaux pour l'évêché. Par la diversification de ses activités (papeterie, librairie scolaire et religieuse, travaux de ville), il se dote ainsi rapidement de quatre presses traditionnelles et d'une presse en taille-douce tout en investissant un créneau, le livre catholique, qui constituera pendant plus d'un siècle la «carte de visite» de l'entreprise.

Celle-ci, pourtant prospère, doit être mise en vente en 1830 suite à la mort subite du «repreneur putatif», Charles. C'est alors son frère, Josué, qui avait développé en signe d'indépendance sa propre librairie et son atelier typographique, qui reprend le flambeau et développe une activité éditoriale particulièrement dynamique. Poursuivant la production d'ouvrages religieux, il l'infléchit cependant vers les ouvrages de spiritualité à bas prix, et ouvre son catalogue à la littérature édifiante, dont la vente est en grande partie assurée par les étrennes et les distributions de prix. Il lance un almanach – l'*Almanach de Liège* – et un périodique catholique, multiplie les contrefaçons des publications françaises et conduit surtout une politique ambitieuse de modernisation et d'élargissement de ses ateliers. Lorsqu'il se retire des affaires, tant la taille de l'entreprise (70 ouvriers pour l'imprimerie, 20 employés pour la librairie) que son patrimoine immobilier personnel témoignent de sa réussite. L'élargissement du marché lié à la deuxième révolution du livre va encore amplifier cette tendance lors de la période suivante, incarnée par la figure – devenue quasi mythique en Belgique – d'Henri Casterman.

C'est cette période, la mieux documentée dans les archives, qui constitue le point fort de cette recherche. Elle marque la transformation de la maison en une véritable entreprise éditoriale qui se lance à la conquête du marché français, alors que ses activités s'étendent progressivement à tous les maillons de la chaîne de l'économie du livre. Jalon décisif dans ce processus: l'établissement dès 1857 d'une succursale parisienne qui va contrebalancer la paralysie de la contrefaçon belge suite à la convention avec la France de 1852, tout en assurant aux publications Casterman un débouché particulièrement intéressant. Les importations passent, pendant la période 1854–1860, de 146 à 30 000 tonnes, faisant de la maison belge le plus gros exportateur de livres dans l'Hexagone. Pour la diffusion, le recours à des voyageurs de commerce et la mise sur pied d'un réseau de dépositaires (parmi lesquels on compte de nombreux ecclésiastiques) lui permettent de s'implanter dans un marché, celui du livre catholique, déjà investi par des maisons comme Mame à Tours et Martial Ardant à Limoges.

Parmi les autres éléments qui expliquent l'essor de Casterman, Bouffange insiste également sur le renouvellement de la politique éditoriale – caractérisée par le lancement de différentes collections – et sur la disposition d'une main-d'œuvre très bon

marché, payée à la pièce, dont le recrutement s'opère notamment par le biais d'établissements catholiques. On ne peut s'empêcher ici de faire le parallèle avec l'Imprimerie de Saint-Paul à Fribourg, pour laquelle le chanoine Schorderet recrutait des «typotes» au sein du Pensionnat des Ursulines dont il était le directeur.

Si les années du tournant du siècle sont moins prospères, l'histoire de Casterman démontre – et cela est particulièrement intéressant lorsqu'on travaille sur l'espace helvétique – qu'une librairie périphérique n'est pas vouée a priori à subir la domination du centre parisien. On se contente en effet encore trop souvent d'expliquer la «modestie» de l'activité éditoriale en Suisse par la seule exigüité du marché. En ce sens, l'exemple de la maison catholique belge est particulièrement stimulant et invite à un regard comparatiste qui mettrait en évidence, par exemple, les causes de l'essor et du déclin de l'édition romande protestante au XIX^e siècle. *François Vallotton, Lausanne*

Michael Schwartz: **Sozialistische Eugenik. Eugenische Sozialtechnologien in Debatten und Politik der deutschen Sozialdemokratie 1890–1933.** Bonn, Dietz, 1995, 367 S. (Reihe Politik- und Gesellschaftsgeschichte Bd. 42).

Michael Schwartz unternimmt es in seiner sorgfältigen und detaillierten «Sozialistischen Eugenik», die engen Beziehungen zwischen Sozialismus und Eugenik in der Zeit vor der Machtergreifung Hitlers aufzudecken und sozialistische Eugenikpolitik darzustellen. Er ist sich dabei wohl bewusst, dass er gegen die bisher wenig angekratzten Vorstellungen einer untrennbaren und ausschliesslichen Beziehung zwischen Eugenik und Nationalsozialisten antritt, die sich nicht nur nicht halten lassen, sondern die Problematik der Eugenik überhaupt nicht erfassen. Eugenik ist nicht unvereinbar mit demokratisch verfasster Rechtsstaatlichkeit und kann als Sozialtechnologie begriffen werden, die sich in hochindustrialisierten und zunehmend sozialstaatlich organisierten Gesellschaften als Perfektionierungsinstrument für die physisch-psychische Gesundheit dieser Gesellschaften, verstanden als «Volkskörper», angeboten hat. Der alles durchtränkende Fortschritts- und Perfektionierungsglaube der Moderne, der 'wissenschaftlichen' Rezeptlösungen zu vertrauen gewohnt gewesen ist und in verschiedenstem Gewand gesellschaftliche Höherentwicklung zum Ziele gehabt hat, ist die Basis für breite Akzeptanz eugenischer Denkkategorien gewesen. Schwartz analysiert eingangs diese Grundlagen für die sozialdemokratische Rezeption der Eugenik und entwickelt die Etappen ihrer Akzeptanz. Diese war und ist schon deshalb eine problematische geblieben, weil neben Gemeinsamkeiten (wie etwa der Anspruch auf die Wissenschaftlichkeit des Sozialismus und die Fortschrittsidee überhaupt, der Stellenwert des Gesundheitsbegriffes und anderes mehr) auch die Überzeugung lebendig geblieben ist, dass Gesundheit sozial bedingt sei, also um gute Lebensbedingungen gekämpft werden müsse, um Menschen gesund und glücklich zu machen. Neben der Tatsache, dass eine Synthese zwischen Vererbungs- und Milieutheorie gefunden und immer neu hergestellt werden musste, bot auch die Zusammenfügung der Vorstellung des Menschen als zu respektierenden Individuums und des Verständnisses der Gesellschaft als an die Einzelnen Anspruch stellende Gemeinschaft grösste Probleme, die sich gerade im sozialdemokratisch verstandenen Wohlfahrtsstaat manifestierten als widersprüchliche Kombination von fürsorglicher Verantwortung und Kontrolle durch staatliche Institutionen.

Schwartz verfolgt in seinem Buch den Eugenikdiskurs zuerst bei einigen meinungsmachenden Theoretikern und Wissenschaftlern der Sozialdemokratie. An diesen zeigt er, wie anfängliche Ablehnung unter dem Vorzeichen der Milieutheorie sich wan-